

# ZTE et Huawei, équipementiers illégaux en outre-mer

Huawei et ZTE illégaux dans les territoires d'outre-mer? Le gouvernement français a demandé à trois opérateurs de **démonter leurs réseaux mobiles** construits à base d'équipements livrés par les fournisseurs chinois, nous apprend [BFM Business](#).

## Pas d'agrément de l'Anssi

Raison invoquée? Dédiés au cœur des réseaux mobiles, **les équipements de Huawei et ZTE n'auraient pas reçu l'agrément de l'Anssi** (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) avant leur déploiement (ni après), comme le prévoit le règlement. De fait, leur usage serait donc illégal, comme l'a rappelé il y a plusieurs mois les autorités aux opérateurs sommés aujourd'hui de démonter leurs installations.

Les acteurs concernés sont **Orange** (qui a déployé du Huawei à la Réunion et Mayotte), **Outremer Telecom** (du ZTE en Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion et Mayotte) et **Pacific Mobile Telecom** (Huawei en Polynésie).

## Volonté de protectionnisme

Pour les équipementiers chinois, la décision du gouvernement tient plus de la **volonté de protectionnisme qu'à des risques de sécurité** avérés. Et de rappeler qu'ils équipent déjà nombre d'opérateurs européens sans qu'aucun problème n'ait été remonté à ce jour.

Récemment, Bercy faisait appel au patriotisme économique des opérateurs pour tenter de **sauver Alcatel-Lucent** après [l'annonce d'un énième plan de restructuration](#). Précédemment, en juillet 2012, dans son [rapport](#) (*La cyberdéfense : un enjeu mondial, une priorité nationale*), le sénateur **Jean-Marie Bockel** préconisait d'interdire « sur le territoire national et européen le déploiement et l'utilisation de "routeurs" ou d'équipements de cœur de réseaux qui présentent un risque pour la sécurité nationale, en particulier les "routeurs" ou d'autres équipements informatiques d'origine chinoise ».

Une politique qui, face aux prix (rappelons que les équipementiers chinois sont [soupçonnés de dumping](#) par Bruxelles), aux facilités de paiement (avec des lignes de crédit) et à la qualité des solutions proposées, n'a visiblement **pas été suivie d'effet** en France.

**Lire également :**

[Backdoor et dumping : les réponses de Huawei](#)